

HRW accuse le Rwanda de soutien à la mutinerie en RDC

Human Rights Watch (HRW) a accusé lundi des militaires rwandais de soutenir une mutinerie en cours dans l'est de la République démocratique du Congo, des accusations qualifiées d'irresponsables par Kigali. Des responsables militaires rwandais ont armé et soutenu la mutinerie dans l'est de la République démocratique du Congo menée par le général Bosco Ntaganda, qui est aujourd'hui recherché pour crimes de guerre par la Cour pénale internationale (CPI), affirme HRW dans un communiqué.

Selon l'organisation basée à New York, les militaires ont permis à Ntaganda d'entrer au Rwanda, l'ont approvisionné en fusils d'assaut, grenades, mitrailleuses et artillerie anti-aérienne. Ils lui auraient aussi fourni 200 à 300 recrues, dont des civils enrôlés de force et des enfants de moins de 18 ans. Des témoins ont raconté que certaines recrues ont été exécutées sommairement sur les ordres des hommes de Ntaganda alors qu'elles tentaient de s'échapper, affirme HRW. L'organisation de défense des droits de l'Homme demande au Rwanda de cesser d'aider un criminel de guerre présumé. Approvisionner ses forces en armes va à l'encontre de l'embargo sur les armes du Conseil de sécurité des Nations unies, ajoute-t-elle. Kigali avait réagi avant même la publication officielle du rapport, estimant que les mots irresponsables de lobbies comme Human Rights Watch ne sont pas moins dangereux que des balles ou des machettes. Qui bénéficie de l'instabilité continue dans l'est de la RDC? Pas le peuple rwandais, pas le peuple congolais, a poursuivi dans un communiqué la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. Les principaux bénéficiaires sont les terroristes du FDLR qui se nourrissent de l'insécurité. Actifs dans l'Est de la RDC, les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont composés notamment de Hutu soupçonnés de participation au génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994. Pendant la première guerre du Congo (1996), le Rwanda a reconnu avoir soutenu des groupes armés dans l'Est de la RDC, pour venir à bout des membres du FDLR qui searmaient dans des camps de réfugiés congolais. La semaine dernière, un rapport de la mission de l'ONU en RDC (Monusco) affirmant que des Rwandais avaient été recrutés et formés dans leur pays pour renforcer des mutins ex-rebelles de l'armée congolaise avait déclenché la colère de Kigali. La Monusco avait alors tenté d'apaiser les choses, affirmant n'avoir aucune preuve directe du soutien et avoir juste relayé des témoignages. Depuis début avril, des soldats et officiers issus de l'ex-rébellion tutsi-congolaise du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), intégré à début 2009 dans l'armée congolaise après un accord de paix, ont fait défection et affrontent les forces loyalistes dans la province du Nord-Kivu. La RDC accuse Ntaganda, ex-chef d'état major des CNDP, d'être le meneur de la mutinerie. D'autres mutins se rallient eux du Mouvement du 23 mars (M23). Ce mouvement, nommé d'après la date de l'accord de paix de 2009 dont les mutins demandent la pleine application, a été créé par le colonel Sylvain Makenga, ex-N°3 du CNDP, qui dit n'avoir aucun lien avec Ntaganda. Selon HRW, des mutins qui se sont échappés ou ont fait défection ont pourtant raconté que les deux mutineries n'étaient pas séparées et que Ntaganda et Makenda agissaient ensemble dans la région de Runyoni.